

Monsieur le chargé de mission, Madame la Présidente,

Parvenir à une véritable égalité des chances de chacun devant l'éducation, la culture, la formation à un métier librement choisi est la première ambition de responsables politiques en charge des systèmes éducatifs nationaux.

Cette ambition est double : d'abord faire en sorte que l'école ne reproduise pas les inégalités de la société, qu'au contraire elle les neutralise. Ensuite que, au sein de l'école et des établissements d'enseignement en général ne se créent pas de nouvelles discriminations sociales, religieuses, sexistes ou raciales.

Nos sociétés font aujourd'hui une large place aux diplômes, ce que l'on peut a priori comprendre dans la mesure où, dans l'absolu, un diplôme récompense le travail et le mérite, autant de valeurs qu'un système éducatif ne peut qu'encourager. Le problème est que le cheminement vers le diplôme le plus prestigieux est souvent semé d'embûches pour les enfants des classes défavorisées, plus confortable pour les autres.

Les statistiques qui le démontrent sont nombreuses, je ne vous les infligerai pas ici. Il reste intéressant de savoir si dans vos pays respectifs, la situation est comparable. Pourquoi cette situation ? L'école en fait n'est jamais neutre et impartiale à l'égard des élèves.

Elle est de meilleure qualité dans les zones privilégiées, les attentes des enseignants sont plus positives et plus optimistes envers les enfants des classes moyennes... On donne généralement plus aux meilleurs élèves qui sont aussi les plus favorisés.

Enfin, le principe même de l'égalité des chances et la croyance très forte dans l'utilité des diplômes provoquent une compétition scolaire aigüe dans laquelle les plus favorisés sont les mieux armés pour triompher. Tous ces facteurs et bien d'autres contribuent à faire de l'égalité des chances un objectif bien difficile à réaliser.

L'école agit aussi très efficacement contre les inégalités en donnant plus de moyens à l'école élémentaire qu'au lycée, ce qui n'est pas encore vraiment le cas en France, car les inégalités scolaires initiales se creusent au cours des parcours scolaires. Il faut donc viser à réduire le plus possible les inégalités au départ. Mais chaque inégalité ne peut pas être traitée séparément des autres car les inégalités ne grossissent que lorsqu'elles se cumulent.

On évoque souvent la qualité des systèmes éducatifs des pays nordiques. En eux-mêmes, ces pays ont des sociétés moins inégalitaires et sans doute plus homogènes que la société française par exemple. Ces pays ont en effet aussi des politiques scolaires efficaces et équitables : longueur des tronc communs non

sélectifs, absence des redoublements qui accentuent les inégalités, travail individualisé des élèves suivi par des enseignants plus nombreux et plus longuement présents dans les établissements. En fait, les systèmes scandinaves sont plus équitables parce qu'ils sont plus efficaces.

La commission de la Culture du Sénat vient de publier un très intéressant rapport sur le système éducatif finlandais, réputé pour son excellence, et souvent présenté comme modèle.

Bien sûr on ne peut imaginer transposer purement et simplement un système éducatif d'un pays à un autre mais notre commission a identifié plusieurs enseignements à retirer de sa mission en Finlande :

- d'abord, et surtout, l'importance de la formation des enseignants, avec un volet apprentissage de la communication, de la transmission des savoirs, de la psychologie –alors que nous avons trop tendance chez nous à évaluer nos professeurs sur la seule maîtrise de leur spécialité ;

- ensuite, le respect général dont les enseignants sont l'objet, par les parents, les élèves, l'ensemble de la société ;

- enfin, la forte autonomie laissée à l'élève, sa charge de travail moins lourde qu'en France.

Mes chers collègues, je voudrais à présent aborder une question qui me tient à cœur : nous avons en France une situation paradoxale concernant l'égalité garçons/filles dans notre système éducatif.

Paradoxale car à toutes les phases de notre système éducatif –école, collège, lycée- les filles réussissent mieux que les garçons : elles redoublent moins, 82 % d'entre elles réussissent le brevet de fin de scolarité obligatoire contre 75 % pour les garçons. Leurs réussites au baccalauréat sont comparables.

Et pourtant, lorsque vient le moment des choix d'orientation, les différences entre filles et garçons sont très affirmées :

- seules 30 % choisissent une option technologie contre 52 % pour les garçons ;
- elles sont moins nombreuses que les garçons à choisir une filière scientifique et très rares à opter pour la technologie en fin de lycée ;
- dans l'enseignement professionnel 8 filles sur 10 se regroupent dans les quatre spécialités de services : secrétariat, comptabilité, commerce, sanitaire et social alors que les choix sont beaucoup plus variés chez les garçons ;
- enfin, elles hésitent à s'engager vers les classes préparatoires aux grandes écoles scientifiques (système, je dois le dire, très spécifiquement français).

A terme c'est l'insertion professionnelle des filles qui pâtit de l'étroitesse de ces choix.

Il semble que ce constat soit fait aussi dans de nombreux pays européens. Une sorte de prévention des filles à l'égard des sciences et des techniques les détourne de branches professionnelles porteuses d'emploi et de bons salaires et prive notre société de ressources indispensables à son développement.

Les ministères successifs prennent l'engagement d'augmenter, avec un succès moyen, la proportion de jeunes filles dans les filières scientifiques et technologiques. Il faut voir à l'origine de ce constat une forte prégnance des modèles culturels qu'il revient à l'école de modifier, dans l'intérêt de la société tout entière. Je crois en effet que l'égalité des filles et des garçons doit être la première dimension de l'égalité des chances que l'école doit garantir aux élèves : Il nous faut passer de l'obligation légale à l'égalité de fait.